

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI VOL 19 No. 5 AOÛT 2017



37^{ème} Sommet de la SADC

Partenariat avec le secteur privé pour le développement des industries et des chaînes de valeur régionales

9 - 20 AOÛT 2017
PRETORIA, AFRIQUE DU SUD



37^{ème} SOMMET DE LA SADC

Exploiter les Partenariats Public Privé



par Kizito Sikuka

LE 37^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC qui se tiendra à Pretoria, en Afrique du Sud, examinera un large éventail de questions, y compris l'examen des moyens d'exploiter le secteur public et le secteur privé pour travailler ensemble pour promouvoir le développement économique durable dans la région.

Le thème du Sommet de la SADC prévu pour les 19 et 20 août est "Œuvrer en des partenariat avec le secteur privé pour le développement de l'industrie et des chaînes de valeur régionales".

Le thème poursuit la trajectoire des trois sommets précédents, en s'appuyant sur l'objectif de l'industrialisation et du développement durable.

Le sommet de 2014 tenu à Victoria Falls, au Zimbabwe, a porté sur la transformation économique et le développement durable «par l'enrichissement et l'ajout de valeur».

Le sommet de 2015 abrité par le Botswana a cherché à exploiter l'industrialisation par le biais de la "Transformation de la dotation naturelle et du capital humain amélioré", tandis que le sommet tenu à Ezulwini, au Royaume du Swaziland en août 2016, a accordé une attention particulière à la promotion de l'industrialisation par le biais de la «Mobilisation des

ressources pour l'investissement dans l'Infrastructure énergétique durable."

Le 37^{ème} Sommet de la SADC mettra l'accent sur la manière dont les partenariats public-privé (PPP) peuvent être exploités pour faire avancer le programme d'industrialisation de l'Afrique australe.

Les PPP sont considérés comme un modèle viable pour attirer des investissements pour des projets publics en permettant aux gouvernements d'avoir plus d'accès aux fonds supplémentaires et aux financements hors bilan.

Le Sommet devrait également examiner un rapport du Secrétariat sur l'élaboration d'un plan de mise en œuvre et d'une feuille de route sur les conclusions de la Retraite ministérielle stratégique sur la SADC que nous voulons qui a eu lieu au Swaziland en mars.

Entre autres choses, la retraite a instruit le Secrétariat à mettre au point un mécanisme efficace pour suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes régionaux ainsi que la conformité aux protocoles et aux instruments juridiques.

Elle a également demandé au Secrétariat de la SADC de donner la priorité aux programmes en mettant l'accent sur le développement des infrastructures, l'industrialisation et l'intégration du marché, la paix et la sécurité étant une condition préalable au développement économique.

| | |
|------------------------|-----|
| POLITIQUE | 3 |
| COMMERCE | 4-5 |
| ENERGIE | 6-7 |
| STRUCTURE DE LA SADC | 8-9 |
| FINANCE | 10 |
| PAIX ET SECURITE | 11 |
| L'EAU | 12 |
| GENRE | 13 |
| CHINE-AFRIQUE | 14 |
| EVENEMENTS | 15 |
| L'HISTOIRE AUJOURD'HUI | 16 |

suite page 2...

37^{ème} Sommet de la SADC Exploiter les Partenariats Public Privé

Ce faisant, elle a recommandé que la priorisation des programmes régionaux respecte les principes de subsidiarité et d'additionnalité.

Il a été convenu que le Secrétariat devrait se concentrer sur la coordination des programmes, tandis que les États Membres devraient se concentrer sur la mise en œuvre.

Le Sommet devrait également examiner les progrès réalisés dans le développement du Cadre de mobilisation des ressources de la SADC (Sources alternatives de financement des programmes régionaux de la SADC).

Le cadre devrait explorer d'autres sources de financement pour déterminer la création d'espace budgétaire pour permettre aux États membres de la SADC de financer des programmes, projets et activités régionaux.

L'agriculture et la sécurité alimentaire demeurent une priorité absolue pour la région de la SADC et le sommet devrait se concentrer sur les mesures visant à améliorer la sécurité alimentaire dans la région, en particulier comment renforcer la mise en œuvre de la Politique agricole régionale qui vise à améliorer la production, la productivité, la compétitivité et le commerce dans le secteur agricole, les ressources naturelles et l'environnement.

D'une manière générale, la situation de la sécurité alimentaire 2017/18 dans la région devrait s'améliorer de manière significative grâce aux meilleures précipitations observées au cours de la saison de croissance 2016/17, à l'exception des parties de l'ouest et du nord-est où il y avait des précipitations inférieures à la normale.

Les estimations préliminaires et les projections indiquent une augmentation de la production céréalière dans la plupart des États membres au cours de la campagne agricole 2016/17.

Une autre question d'actualité qui devrait être discutée par le

La Structure de Gouvernance Politique de la SADC

LA SADC est une organisation régionale qui vise à promouvoir un développement socioéconomique durable et équitable en Afrique australe. Ses opérations sont centralisées au Secrétariat de la SADC basé à Gaborone, au Botswana. Les décisions politiques et de politique sur le développement et l'intégration régionale sont prises par le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC et / ou par la Troïka du Sommet de la SADC ou la Troïka de l'Organe. □

sommet sera la nouvelle structure proposée du Secrétariat de la SADC. (Voir page 8-9)

Une autre question clé pour discussion au sommet c'est la situation politique dans la région.

La situation politique et sécuritaire dans la région est demeurée pacifique et stable, comme les États membres ont continué à adhérer aux valeurs et aux pratiques démocratiques en organisant des élections nationales régulières.

Le Sommet de la SADC

LE SOMMET de la SADC est responsable de l'orientation générale des politiques et du contrôle des fonctions de la Communauté, ce qui en fait l'institution suprême d'élaboration des politiques de la SADC.

Il est composé de tous les Chefs d'États ou de Gouvernements des États membres de la SADC et est géré sur un système de la troïka qui comprend le président actuel du Sommet de la SADC, le président entrant (le vice à l'époque) et le président sortant immédiat.

La Troïka du Sommet est actuellement composée du roi Mswati III du Swaziland (président), du président sud-africain Jacob Zuma (président sortant) et du président Seretse Khama Ian Khama du Botswana (ancien président sortant).

La Troïka du Sommet changera au cours du 37^{ème} Sommet de la SADC lorsque le président Zuma assumera la présidence. Elle sera maintenant composée de l'Afrique du Sud (président), du Swaziland (ancien président sortant) et de l'État membre de la SADC qui sera élu vice-président de la SADC au sommet.

Le système de la Troïka accorde l'autorité à ce groupe de trois dirigeants pour prendre rapidement des décisions au nom de la SADC qui sont ordinairement prises lors de réunions stratégiques programmées à intervalles réguliers, ainsi que fournir des orientations stratégiques aux institutions de la SADC entre les Sommets ordinaires de la SADC. D'autres États membres peuvent être cooptés dans la troïka si nécessaire.

Ce système a été efficace depuis qu'il a été établi par le Sommet lors de sa réunion annuelle à Maputo, au Mozambique, en août 1999.

Il y a cependant eu des défis dans le Royaume du Lesotho et une persistance de l'insécurité dans la partie orientale de la République démocratique du Congo.

Au sommet, le président sud-africain Jacob Zuma assumera le siège rotatif de la SADC succédant au roi Mswati III du Swaziland.

Avant le sommet de la SADC, il y aura des réunions de hauts fonctionnaires, suivies de Conseil des ministres et d'une réunion de la double troïka le 18 août. □

Le système de la Troïka fonctionne au niveau du Sommet, de l'Organe, du Conseil des ministres et du Comité permanent des hauts fonctionnaires. Le Sommet se réunit généralement une fois par an en Août / Septembre. □

Sommet de la Troïka de l'Organe

L'ORGANE sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité est géré également sur la base de la Troïka et est responsable de la promotion de la paix et de la sécurité dans la région de la SADC. Il est chargé de diriger et de fournir aux États membres des orientations concernant des questions qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité dans la région. Il est coordonné au niveau du Sommet, composé d'un président, d'un président entrant et d'un président sortant, et fait rapport au président du Sommet de la SADC.

Le Sommet de la SADC et la Troïka de l'Organe sont mutuellement exclusifs, et le Président de l'Organe n'occupe pas simultanément le poste de président du Sommet. À l'instar de la présidence du Sommet, la présidence de l'Organe tourne annuellement et le président John Pombe Magufuli de la République-Unie de Tanzanie remettra le leadership au Sommet, tout en restant membre de la Troïka pour une autre année.

La structure, les opérations et les fonctions de l'Organe sont réglementées par le Protocole sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité. □

Khama, Dos Santos disent adieu à la SADC

LES PRÉSIDENTS Seretse Khama Ian Khama, du Botswana et son homologue angolais, José Eduardo dos Santos, devraient faire leurs adieux en tant que leaders de l'Afrique australe lors du 37^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC à Pretoria, en Afrique du Sud.

Les deux leaders sont à leurs derniers mandats. L'Angola se prépare à tenir ses élections générales le 23 août pour choisir un nouveau gouvernement, et le président dos Santos ne cherchera pas à être réélu, ayant servi le pays depuis 1979 suite à la mort du père fondateur et premier président du pays, le Dr Agostinho Neto.

Le Botswana devrait se rendre aux urnes en 2019. Cependant, comme le veut la tradition du parti au pouvoir, le parti démocratique du Botswana (BDP), le président Khama devrait quitter ses fonctions l'année prochaine et remettre le pouvoir au vice-président Mokgweetsi Masisi, qui dirigera le BDP jusqu'aux élections de 2019.

Par conséquent, le 37^{ème} Sommet de la SADC qui se tiendra les 19 et 20 août sera le dernier pour les présidents Dos Santos et Khama et les deux devraient faire leurs adieux. □



Les ministres de la Justice entérinent les instruments juridiques

LE PROGRAMME d'intégration régionale de l'Afrique australe repose sur l'existence d'instruments juridiques dynamiques qui tiennent compte de toutes les dimensions d'un partenariat de travail international.

Ce sont les mots du Premier ministre du Royaume du Swaziland, le Dr Sibusiso Dlamini lors de la réunion des ministres de la Justice de la SADC tenue les 27 et 28 juillet au Swaziland pour examiner divers instruments juridiques régionaux.

Il a déclaré que les instruments devraient "soutenir l'harmonie conceptuelle et la stratégie convenue", en garantissant l'équité et la cohérence de la marche vers une intégration régionale globale.

Il a ajouté que le développement d'instruments juridiques régionaux devrait constituer une situation gagnant-gagnant pour tous les Etats membres.

La secrétaire exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré que la région connaît un certain nombre de défis tels que le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et l'enlèvement d'enfants, et exige donc des instruments juridiques solides.

Elle a déclaré qu'il était essentiel que la région mette en place de solides instruments juridiques pour relever ces défis.

Certains des instruments juridiques qui ont été approuvés par les ministres lors de leur réunion au Swaziland étaient:

- Projet d'Accord portant amendement du Protocole sur l'extradition ;
- Projet d'Accord portant amendement du Protocole sur l'entraide judiciaire en matière pénale ;
- Projet de Résolution portant amendement de l'article V (1) du Statut du Tribunal Administratif ;

- Projet de Charte pour l'établissement du Centre régional de coordination du suivi, du contrôle et de la surveillance des pêches ;
- Projet de Protocole pour la protection des nouvelles variétés végétales ;
- Charte portant création du Centre semencier; et
- Projet de Charte de la

SADC sur l'Organisation pour les femmes dans la science, l'ingénierie et la technologie

Les instruments seront maintenant transmis au Conseil des ministres de la SADC pour approbation finale lors de sa réunion avant le 37ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC qui

se tiendra à Pretoria, en Afrique du Sud en août.

La réunion a connu la participation des ministres de la justice du Botswana, du Lesotho, du Malawi, de Maurice, du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, du Swaziland, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe. □

Appel pour finaliser l'Université de Transformation de la SADC

L'AFRIQUE AUSTRALE devrait finaliser urgemment le processus d'établissement d'une université de la SADC pour former les citoyens à l'innovation et à l'entrepreneuriat.

Cela a été dit par les ministres de la SADC responsables de l'éducation, de la formation, de la science, de la technologie et de l'innovation, qui se sont récemment réunis lors de la réunion conjointe à Ezulwini, Royaume du Swaziland.

En ce qui concerne l'éducation et la formation, les ministres ont exhorté le Secrétariat à accélérer l'étude régionale pour informer le document conceptuel sur la création de l'Université de Transformation de la SADC", lit une partie d'un communiqué publié par les ministres après leur réunion tenue les 22 et 23 Juin.

Des progrès notables ont déjà été réalisés dans l'élaboration de la note conceptuelle ainsi que la feuille de route couvrant les questions de gouvernance, de gestion, d'accréditation, d'enregistrement et d'assurance de la qualité, l'appropriation, la propriété intellectuelle, le financement, la durabilité et la langue d'enseignement.

En outre, une étude régionale d'évaluation des besoins en matière de compétences a été conclue pour informer la mise en place institutionnelle, les programmes, l'infrastructure et les exigences légales de l'université.

Une fois opérationnelle, l'université a le potentiel d'aborder la question de fournir des compétences appropriées requises pour l'ajout de valeur, dans les trois chaînes de valeur convenues de la Stratégie et de la Feuille de route d'industrialisation de la SADC.

L'Université de Transformation de la SADC est l'une des initiatives proposées par le président sortant de la SADC, le Roi Mswati III du Swaziland lors du 36ème Sommet de la SADC tenu en 2016, comme mesure visant à

améliorer la productivité industrielle et à transformer l'Afrique australe en une région industrialisée.

Le roi Mswati a offert d'accueillir l'université proposée et a déclaré que son gouvernement offrirait des bourses d'études pour 300 étudiants pour l'admission initiale à tirer de tous les 15 membres de la communauté soit 20 étudiants par pays membre.

Le Sommet extraordinaire de la SADC tenu au Swaziland en mars "a instruit les structures pertinentes de la SADC à finaliser sa mise en œuvre et à faire rapport au Sommet en août 2017.

L'université proposée est une intervention en temps opportun de la SADC pour exploiter son énorme base de ressources humaines, qui est l'un des facteurs prioritaires pour l'approfondissement de l'intégration et la promotion de l'industrialisation dans la région.

Il a été noté qu'une région de la SADC dotée d'une base de ressources humaines développée, bien informée et qualifiée est bien équipée pour exploiter ses ressources naturelles, promouvoir le développement socioéconomique et promouvoir le programme d'intégration régionale.

En fait, le Traité de la SADC, qui a jeté les bases de la création d'une Communauté partagée en Afrique australe, reconnaît le rôle important du développement d'une base de ressources humaines forte et dynamique pour atteindre les objectifs de longue date d'une région "prospère, intégrée et unie"

C'est à cet égard que la région de la SADC met en place une variété de stratégies pour développer et améliorer le capital humain afin d'améliorer l'investissement, l'efficacité et la compétitivité de la région dans l'économie mondiale, ainsi que d'améliorer la qualité de vie de ses citoyens. □



Le plus grand marché intégré de l'Afrique est pro

par Kizito Sikuka

LA VISION de l'Afrique d'une économie intégrée avec une infrastructure harmonieuse qui relie le continent d'un bout à l'autre se rapproche de la réalité.

Cela fait suite à la signature de l'Accord sur la Zone de Libre-Echange Tripartite (TFTA) et la Déclaration politique par un total de 20 pays sur les 26 qui constituent le marché élargi.

Ces pays appartiennent à trois communautés économiques régionales (CER) - le Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Madagascar est devenu le dernier pays d'Afrique orientale et australe à signer l'accord le 13 juillet - quelques jours après que l'Afrique du Sud ait apposé sa signature le 7 juillet.

Les autres pays qui ont signé l'accord sont l'Angola, le Burundi, les Comores, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Égypte, le Kenya, la Libye, le Malawi, la Namibie, le Rwanda, les Seychelles, le Swaziland, le Soudan, la République-Unie de Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

Cela signifie que 11 des 15 États membres de la SADC ont signé l'accord, avec le Botswana, le Lesotho, Maurice et le Mozambique qui ont encore à signer car ils ont demandé plus de temps pour finaliser les consultations internes.

D'autres membres du groupe tripartite COMESA-EAC-SADC qui doivent signer l'accord TFTA sont l'Éthiopie, l'Érythrée et le Soudan.

La décision d'établir le plus grand marché intégré en Afrique représente une décision audacieuse de l'Afrique pour réformer les affaires économiques mondiales, qui sont structurées de telle sorte que les pays africains, avec une part significative de la réserve naturelle mondiale, échangent davantage avec le monde extérieur que parmi les pays voisins.

Cela s'explique par divers facteurs, y compris une infrastructure médiocre qui a été construite pendant l'ère coloniale et n'inciterait pas le mouvement régulier des biens, des services et des personnes parmi les pays africains, ainsi que l'existence d'une pléthore de barrières non tarifaires qui découragent les échanges inter-régionaux.

Un autre facteur majeur est l'absence d'un secteur industrialisé dynamique qui signifie que l'Afrique est largement restée la source de matières premières bon marché pour que les pays du Nord transforment en produits finis qu'ils exportent vers le continent.

L'établissement de la ZLET devrait changer le paysage économique en stimulant le commerce inter-régional en Afrique et en approfondissant l'intégration grâce au développement des infrastructures améliorées, des flux d'investissement et une concurrence accrue.

Le marché élargi fera la promotion du mouvement sans heurt des marchandises et des services à travers les frontières, et permettra aux pays d'harmoniser les politiques commerciales régionales pour promouvoir la concurrence.

L'harmonisation des politiques commerciales et l'élimination des barrières

non tarifaires et d'autres barrières commerciales telles que les frais d'exportation et d'importation punitifs devraient permettre aux pays d'accroître leurs revenus, de pénétrer de nouveaux marchés et de contribuer à leur développement national.

Le COMESA-EAC-SADC ont également convenu de prioriser le développement industriel et de l'infrastructure afin de s'assurer que l'accord tripartite est un grand succès.

L'Accord Tripartite a été lancé en 2005, avec l'objectif primordial de contribuer aux objectifs généraux de l'Union africaine, à savoir l'accélération de l'intégration économique du continent et la réalisation du développement durable.

L'arrangement a également cherché à remédier à certaines des incohérences commerciales et des défis à l'intégration régionale en raison du chevauchement des adhésions. Comme le montre le schéma, la plupart des pays d'Afrique orientale et australe appartiennent à plus d'un bloc régional.

Le COMESA-EAC-SADC ont convenu de travailler ensemble pour harmoniser leurs programmes d'intégration et mettre en œuvre des programmes conjoints visant à faire avancer leurs économies, ainsi qu'à améliorer le niveau de vie de leurs citoyens.

En fin de compte, avec une population combinée de quelque 600 millions d'habitants et un Produit Intérieur Brut d'environ 1 billion de dollars US, la ZLET devrait constituer l'un des éléments constitutifs de la communauté économique africaine envisagée depuis longtemps.



che de la réalité



Les négociations pour l'établissement de la ZLET ont été inclusives et ont été menées dans trois phases différentes, à savoir la phase préparatoire, la première et la deuxième phase.

La phase préparatoire couvrait principalement l'échange de toutes les informations pertinentes, y compris les tarifs nationaux appliqués, ainsi que les données et les mesures commerciales.

La première phase des négociations portait sur les principales questions de la ZLE liées à la libéralisation tarifaire, des procédures douanières et de la simplification de la documentation douanière, des procédures de transit entre autres questions.

La facilitation du mouvement des entrepreneurs dans la région a été négociée parallèlement à la première phase.

La dernière étape des négociations porte sur le commerce des services et les questions liées au commerce, y compris les droits de propriété intellectuelle et le développement du commerce, la coopération dans le commerce et le développement et la compétitivité.

Cette phase de négociations est en cours de finalisation ainsi que d'autres questions en souffrance depuis la phase préparatoire et la première phase.

Pour se mettre à niveau et compléter les négociations dans les plus brefs délais, une proposition adoptée par le Sommet tripartite, tenu le 10 juin à Sharm El Sheik, en Egypte, est que les pays qui appartiennent déjà aux ZLE dans leurs CER respectives devraient étendre les préférences qu'ils offrent d'abord aux membres de leur ZLE régionale et, ensuite, aux membres d'autres ZLE régionales dans la tripartite. □

Vers un marché à l'échelle du continent

LA CREATION de la Zone de Libre Echange Tripartite par 26 pays d'Afrique orientale et australe est suivie de près par l'Union africaine, car elle considère l'arrangement comme une pratique exemplaire que d'autres communautés régionales devraient imiter pour accélérer l'harmonisation de leurs programmes et activités.

En fait, la mise en œuvre réussie de la Zone de Libre Echange Tripartite (ZLET) jette les bases de la Communauté Economique Africaine envisagée.

L'Afrique a visé à lancer une ZLE Continentale d'ici 2017 pour promouvoir le mouvement sans heurt des marchandises, des services et des personnes à travers le continent.

La Zone de Libre Echange Continentale devrait évoluer à partir des Zones de Libre

Echange existants dans des blocs économiques sous régionaux, créant un marché combiné de plus de 50 pays africains, avec une population de plus d'un milliard de personnes et un PIB combiné de plus de 3,4 billions de dollars US.

Les négociations sur le marché continental sont en cours. Depuis l'ouverture des négociations en 2016, un certain nombre de réalisations ont été enregistrées et des Groupes de Travail Techniques (GTT) ont été créés pour soutenir les négociations.

Des projets de textes pour la ZLEC ont été élaborés.

La feuille de route pour la ZLE Continentale cible toujours un marché à l'échelle du continent d'ici la fin de l'année.





par Joseph Ngwawi

L'AFRIQUE AUSTRALE a présenté un ensemble de projets prioritaires d'énergie et d'eau aux partenaires internationaux de coopération et à d'autres investisseurs potentiels à mesure que la région s'efforce d'assurer la sécurité de l'énergie et de l'approvisionnement en eau, des facteurs clés pour une révolution industrielle envisagée.

Les 21 projets prioritaires ont été présentés lors d'un atelier ministériel de haut niveau de la SADC et d'un Forum sur l'investissement énergétique organisé au Royaume du Swaziland en juillet.

Parmi les projets prioritaires de production d'électricité, il y a le système hydroélectrique de Batoka Gorge de 4 milliards de dollars américains, promu conjointement par la Zambie et le Zimbabwe.

Le projet impliquera la construction de deux cavernes d'électricité souterraines, une sur le côté nord de la rivière Zambèze entre les deux pays et une autre sur le côté sud.

Chacune des usines de production aura une capacité de production installée de 1 200 mégawatts (MW) pour une combinaison de 2,400MW.

Des études détaillées de faisabilité technique ont été achevées et présentées aux deux gouvernements. Le plan est de mettre en service le projet Batoka d'ici 2023.

Un autre projet prioritaire de production d'électricité est le programme de développement du bassin de la rivière Songwe, une initiative transfrontalière impliquant le Malawi et la République-Unie de Tanzanie.

Les deux pays ont signé un mémorandum d'accord en mai qui verra les voisins travailler ensemble pour élaborer le programme, préparé avec le soutien de la Facilité africaine de l'eau et le Fonds de préparation des projets d'infrastructure du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, tous deux hébergés par la Banque africaine de développement (BAD).

Le projet, estimé à 760 millions de dollars US, consiste à construire un barrage à usages multiples pour collecter de l'eau pour une centrale hydroélectrique de 320 mégawatts, fournir de l'eau pour un système d'irrigation couvrant environ 3 000 hectares dans chaque pays et contrôler les inondations dans la partie inférieure densément peuplée du bassin.

Investissement dans l'Infrastructure La SADC présente les projets

Selon la BAD, d'autres composantes du projet comprennent l'électrification rurale, la construction d'infrastructures sociales et le renforcement des capacités institutionnelles.

Le projet devrait être développé grâce à une approche de partenariat public-privé. D'autres projets de production d'électricité présentés ont été le Plan hydroélectrique de la Phase II de Lesotho Highlands et cinq projets photovoltaïques développés par la Swaziland Electricity Company.

Le système proposé de la centrale hydroélectrique de la Phase II de Lesotho Highlands est développé conjointement par le Lesotho et l'Afrique du Sud pour un coût estimé à 1,8 milliard de dollars.

Le projet impliquera le développement d'un projet hydroélectrique qui devrait fournir entre 1 000 et 1 200 MW d'électricité au Lesotho et au reste de la région.

Les études de faisabilité pour le projet ont été achevées, mais celles-ci doivent être complétées par des études de marché en cours et des études d'options d'achat d'électricité qui devraient être achevées d'ici la fin de 2017.

Parmi les projets de transport d'électricité présentés lors de la conférence figuraient l'interconnexion Angola-Namibie, l'interconnexion Mozambique-Malawi et l'interconnexion énergétique Zambie-Tanzanie-Kenya (ZTK).

Les trois interconnexions sont importantes en ce sens qu'elles relieront au réseau régional les réseaux électriques de trois membres non opérationnels du Southern African Power

Pool (SAPP) - Angola, Malawi et Tanzanie.

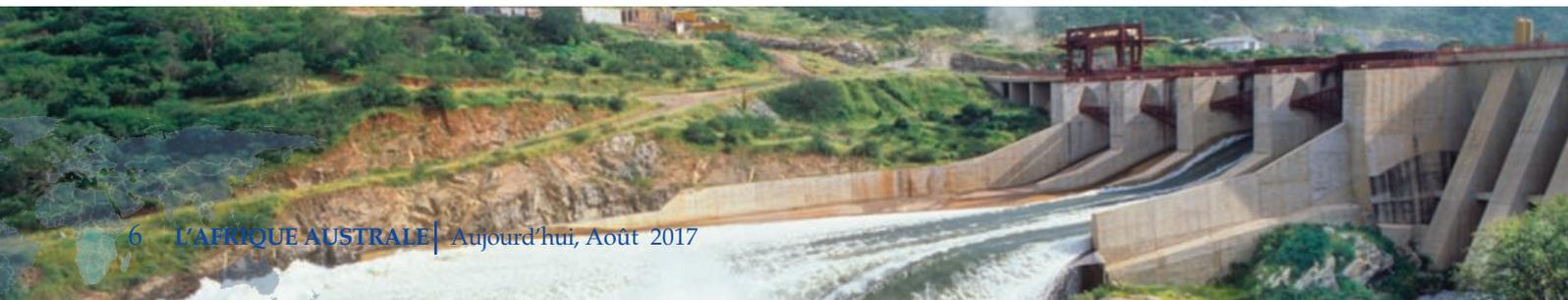
SAPP est un organisme régional qui coordonne la planification, la production, le transport et la commercialisation de l'électricité en Afrique australe pour le compte des services publics des États membres.

L'interconnexion entre l'Angola et la Namibie implique la construction de lignes de distribution d'énergie de la centrale hydroélectrique de Baynes, située à Lower Kunene, en Namibie, pour se lier au réseau électrique national de l'Angola.

L'interconnexion entre le Mozambique et le Malawi implique la construction d'une ligne électrique depuis la sous-station Matambo, au Mozambique, jusqu'à Phombeya, au nord de la capitale commerciale du Malawi, Blantyre.

Le ZTK ne liera pas seulement la Tanzanie au réseau SAPP, mais aussi reliera le Southern African Power Pool (SAPP) à l'Afrique de l'Est, permettant aux pays de l'Afrique de l'Est de partager l'excédent d'électricité avec ceux de l'Afrique australe. Parmi les projets d'infrastructure d'eau présentés aux bailleurs de fonds figuraient le projet de transfert d'eau Lesotho-Botswana; un projet transfrontalier pour fournir l'eau et l'assainissement aux villes frontalières de Nakonde en Zambie et Tunduma en Tanzanie; et le projet de réseau de traitement et de séparation des eaux usées de Madagascar.

Le projet de transfert d'eau Lesotho-Botswana, estimé à environ 1,9 milliard de





ENERGIE AUSTRALE

Structure prioritaires d'énergie et d'eau

dollars américains, entraînera le transfert d'eau du Lesotho pour satisfaire les besoins urgents en eau au Botswana à des fins domestiques et industrielles.

Il est également destiné à répondre aux besoins d'approvisionnement en eau dans certaines régions du Lesotho et en Afrique du Sud.

Le président en exercice de la SADC, le Roi Mswati III, du Swaziland, a déclaré que l'énergie et l'eau jouent un rôle essentiel dans le développement et la croissance économique de l'Afrique australe, en particulier l'industrialisation actuelle de la région.

Par conséquent, la mise en œuvre rapide des projets d'énergie et d'eau identifiés facilitera l'industrialisation et le développement d'autres secteurs de l'économie", a déclaré King Mswati lors du forum.

Il a déclaré que l'accès à l'eau potable et à l'énergie propre reste un défi dans la région de la SADC, d'où la nécessité d'investir dans l'infrastructure de l'énergie et de l'eau pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) convenus par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015, en citant l'ODD 6 relatif à l'accès à l'eau potable, l'ODD 7 sur l'énergie et l'ODD 9 sur

le développement des infrastructures pour l'industrialisation.

La Secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré que l'accès limité à l'électricité dans la région de la SADC présente de graves répercussions négatives sur la productivité et les aspirations de la région à industrialiser, disant que le manque d'électricité comme moteur de l'industrialisation affecte négativement le travail productif, les compétences et l'éducation.

La région doit avancer rapidement pour débloquer son potentiel énergétique afin de piloter l'agenda d'industrialisation", a déclaré Dr. Tax.

Notant que les budgets nationaux ne sont pas suffisants pour financer le développement des infrastructures, elle a demandé aux partenaires internationaux de coopération (PIC), aux institutions de financement du développement et au secteur privé de s'associer à la SADC pour fournir les infrastructures énergétiques et hydrauliques requises.

La réunion a connu la participation des ministres responsables des questions d'énergie et d'eau dans les États membres de la SADC, des représentants des institutions nationales et régionales de financement du développement et de banques multilatérales de développement, ainsi que des fonctionnaires des PIC, du secteur privé et d'autres partenaires stratégiques clés. □

Un appel pour une action urgente pour améliorer l'accès de la SADC à l'énergie

ENVIRON 190 millions de personnes dans la SADC n'ont pas accès à l'électricité, un développement décrit par le Président de la SADC, le Roi Mswati III du Royaume du Swaziland, comme préoccupant et nécessitant une action urgente si la région veut réaliser le développement économique et éradiquer la pauvreté.

Le roi Mswati a déclaré que les études ont montré que l'accès à l'électricité dans certains États membres est inférieur à 20 pour cent et qu'un nombre important de personnes dans la région de la SADC vivent sans accès à l'électricité.

Les prévisions actuelles à court terme obligent la région à augmenter sa capacité de production en moyenne de 5 000 mégawatts (MW) sur une base annuelle jusqu'à 2022 afin de maintenir les réserves souhaitées", a déclaré le roi Mswati au Forum sur l'investissement énergétique de la SADC tenu au Swaziland en Juillet.

Selon le Southern African Power Pool (SAPP), les pays de la SADC continentale avaient une capacité de production totale installée d'environ 60 000 MW à la fin d'avril 2017, avec une capacité de production opérationnelle de 54,397MW contre une demande maximale de 53 478 MW.

Cela a donné une capacité excédentaire de 919 MW, ce qui s'explique en grande partie par un ralentissement de l'activité économique en Afrique du Sud, la plus grande économie de la région.

La capacité installée dans les États membres océaniques était respectivement de 782MW, 246MW et 106MW pour Maurice, Madagascar et Seychelles.

La capacité totale installée pour tous les États membres de la SADC est supérieure à 60,670MW.

L'excès est en partie dû à un ralentissement de l'économie sud-africaine,

mais aussi à l'impact d'une approche coordonnée dans la mise en œuvre du programme énergétique de la SADC.

Les chiffres du SAPP, qui ont été publiés lors d'une réunion des ministres responsables de l'énergie dans la région de la SADC qui a eu lieu avant le forum d'investissement, ont montré que plus de capacité de nouvelle production a été ajoutée au power pool en 2016 que prévu.

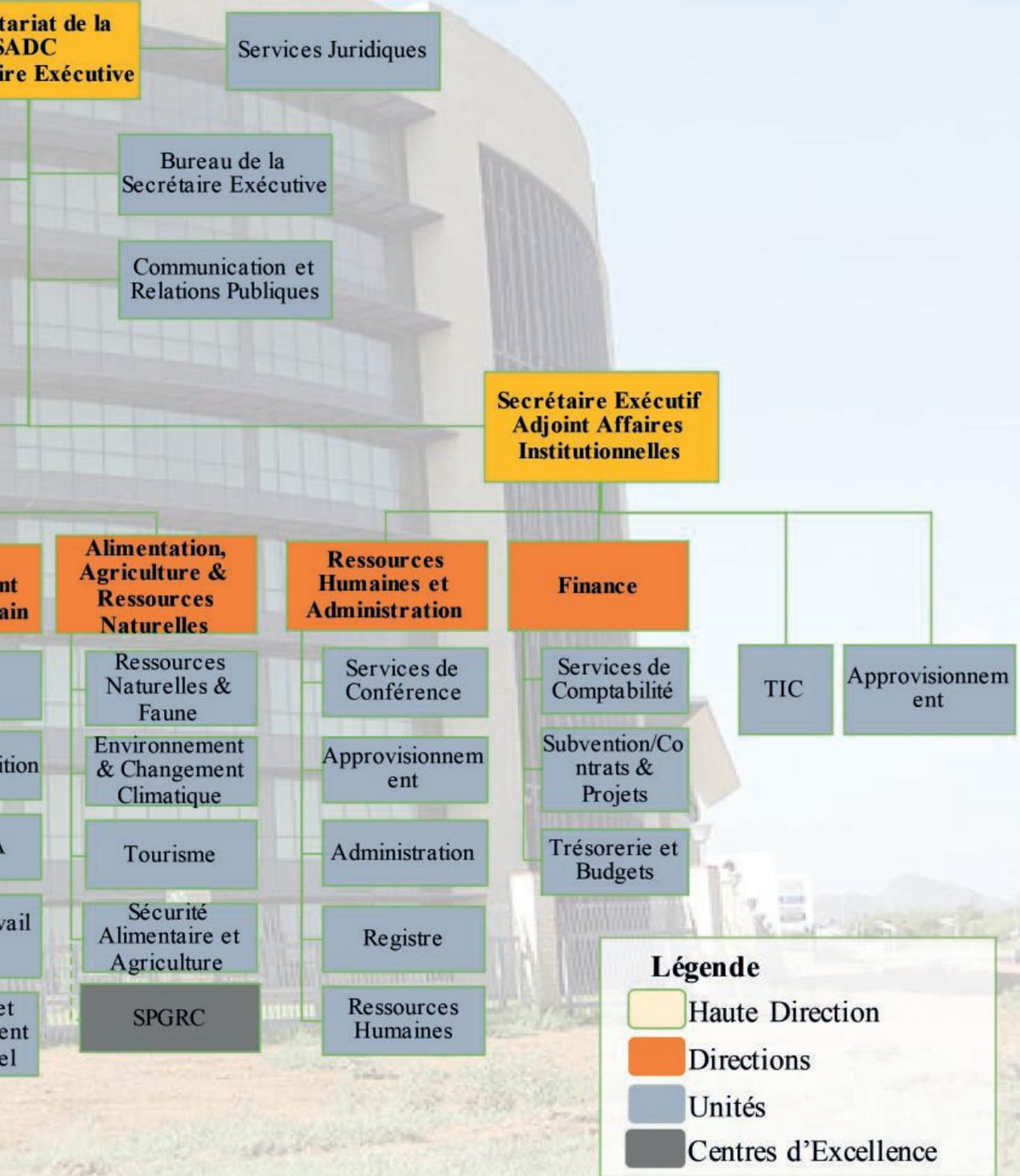
La région a dépassé la cible de 3.757 MW pour l'année et a mis en service 4 180 mW à partir de nouveaux projets d'électricité et la réhabilitation des anciennes centrales électriques.

Les États membres du continent ont prévu de mettre en place plus de 7 000 MW de capacité de nouvelle production en 2017, un développement qui devrait renforcer la sécurité énergétique de la région. □

La Structure générale



du Secrétariat de la SADC



Légende

- Haute Direction
- Directions
- Unités
- Centres d'Excellence



Le Système de paiement régional se révèle payant

LES BANQUES en Afrique australe ont fait des paiements d'une valeur de plus de 238 milliards de dollars américains, depuis qu'un système de paiement régional a été mis à l'essai dans quatre pays il y a quatre ans.

À la fin de mars 2017, les institutions financières de la région avaient fait des paiements d'un total de 712 099 transactions d'une valeur totale de 3,1 billions de Rands (environ 238,5 milliards de dollars) par l'entremise du système de paiement électronique régional intégré (SIRESS) de la SADC.

SIRESS est un système de paiement régional qui a été créé en juillet 2013 et piloté au Lesotho, en Namibie, en Afrique du Sud et au Swaziland.

Le système a maintenant été étendu à 10 autres États membres de la SADC. Il s'agit de l'Angola, du Botswana, de la République démocratique du Congo, du Malawi, de Maurice, du Mozambique, des Seychelles, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe.

Ceci signifie que seul Madagascar ne participe pas au SIRESS, mais des efforts sont en cours pour s'assurer que tous les 15 États membres de la SADC rejoignent le système.

À l'heure actuelle, un total de 83 banques participe au SIRESS dans les 14 États membres, y compris les banques centrales. SIRESS est un système de paiement électronique développé par les États membres pour payer et autoriser facilement les transactions régionales entre les banques.

Le système a considérablement amélioré la facilité des affaires dans la région de la SADC. Par exemple, lorsque les paiements régionaux ont précédemment pris environ deux à trois jours pour être autorisés, ils sont maintenant autorisés dans les 24 heures.

En outre, les frais précédemment versés aux banques de compensation non membres de la SADC sont épargnés et restent dans la région.

Les principaux avantages du SIRESS sont donc son efficacité dans l'accélération des paiements transfrontaliers et de la réduction des

coûts, car les transactions antérieurement traitées par les banques correspondantes de l'Ouest sont traitées dans la région. La suppression des intermédiaires - qui étaient souvent des institutions financières américaines ou européennes - signifiait que les exportateurs dans un pays recevaient rapidement leur argent et n'engagent pas de hautes commissions.

La création de SIRESS a donc considérablement facilité les transactions transfrontalières qui sont essentielles pour stimuler le commerce inter-régional entre les États membres de la SADC.

Les derniers chiffres sur le volume des transactions sont révélateurs de la popularité croissante du système. C'est un énorme bond d'1 trillion de Rands qui a été payé au cours des deux premières années du programme à la fin d'avril 2015.

Le développement de SIRESS est conforme au Protocole de la SADC sur les finances et l'investissement, qui vise à améliorer le climat d'investissement régional grâce à une coopération renforcée entre les États membres sur les systèmes de paiement, d'autorisation et de règlement afin de faciliter l'intégration commerciale.

Pour accélérer la réalisation de cet objectif, le Comité des gouverneurs des banques centrales (CCBG) de la SADC était, en mai 2009, mandaté pour diriger le développement du projet du système d'intégration des paiements de la SADC.

En plus du CCBG qui concentre ses activités du point de vue de la réglementation, l'Association des banquiers de la SADC avait déjà été créée en 1998 pour coordonner les activités des banques commerciales dans la région de la SADC.

Ceci est important pour assurer le développement de l'infrastructure du marché financier et des opérations de la chambre de compensation régionale pour soutenir l'utilisation du SIRESS.

La monnaie de paiement sous SIRESS est le Rand sud-africain, et le système de paiement est hébergé à la Banque de réserve sud-africaine.

Pendant, les discussions sont maintenant à un stade avancé pour transformer le SIRESS en un système de paiement à plusieurs devises où toutes les monnaies de la SADC ainsi que le dollar des États-Unis et le yuan chinois seront utilisés pour payer les transactions dans le système.

Ce développement devrait stimuler le montant des transactions traitées par le système à mesure que d'autres banques participent.

Il existe également des propositions visant à élargir le système de paiement pour répondre à des transactions de faible valeur comme moyen de promotion de l'inclusion financière.

Des efforts sont en cours pour que le SIRESS soit enregistré comme système officiel de paiement électronique de la SADC dans la région, car le système croit pour englober d'autres pays. À cet égard, un emplacement SIRESS permanent sera bientôt identifié. □

Prévisions d'une croissance économique de 3,3%

LA SITUATION économique générale en Afrique australe est stable, la région devrait enregistrer une croissance positive en 2017.

Selon les projections de la SADC, la croissance économique dans la région devrait être en moyenne de 3,3% cette année. C'est une amélioration massive par rapport à la croissance de 2,6% observée en 2016.

Cependant, aucun des 15 États membres de la SADC ne devrait atteindre l'objectif régional de croissance de sept pour cent du produit intérieur brut (PIB) réel.

La République-Unie de Tanzanie devrait être en tête de la région, son économie devrait croître de près de sept pour cent en 2017.

Dans l'ensemble, on s'attend à ce que le PIB par habitant de la région s'améliore, passant de 3 602 \$ US en 2016 à US \$ 3 801 cette année □



La paix et la stabilité demeurent la priorité absolue pour la SADC

LA PAIX et la sécurité sont un catalyseur essentiel pour l'intégration économique et le développement régional et demeurent la priorité absolue pour la SADC.

C'est la déclaration faite par la Secrétaire exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax lors de la récente réunion du Comité ministériel de l'organe (CMO) de la SADC sur la politique, la défense et la sécurité, tenue à Dar-es-Salaam, en République-Unie de Tanzanie.

Dr Tax a déclaré que la région est restée en grande partie pacifique et stable, notant qu'il est nécessaire de maintenir la stabilité et d'aborder «quelques cas sporadiques» d'instabilité dans certains États membres.

"Bien que la région demeure stable, nous ne pouvons pas nous permettre d'être complaisants, car la paix durable, la sécurité et la stabilité politique exigent nos efforts continus et notre vigilance", a-t-elle déclaré.

"À cet égard, la SADC est restée saisie des questions de paix et de politique dans la région et a continué à soutenir ses États membres".

La secrétaire exécutive a déclaré que la région a mené un certain nombre de missions d'évaluation technique et ministérielle dans des pays comme la République démocratique du Congo, qui connaît une certaine instabilité, en particulier dans l'est du pays. Ces missions ont permis à la SADC d'évaluer la situation sécuritaire et politique, de s'engager auprès des parties prenantes et de trouver des moyens d'assurer un soutien continu à la RDC.

Au Lesotho, la SADC a continué à soutenir le gouvernement pour surveiller la situation politique et sécuritaire, ainsi que la mise en œuvre des décisions par la région pour assurer le retour de l'ordre constitutionnel dans le royaume. Un comité de surveillance de la SADC a été lancé en novembre

2016 pour servir de mécanisme d'alerte précoce au Lesotho, ajoutant que le comité a contribué à faire en sorte que les élections générales tenues dans le pays en juin soient un succès.

En plus de cela, a-t-elle dit, la région continue d'envoyer des missions d'observation électorale

pour observer les élections dans divers États membres de la SADC. Les missions ont largement contribué à la consolidation des principes démocratiques dans la région, favorisant ainsi la stabilité et la paix, a déclaré M. Tax.

La réunion du CMO s'est

déroulée le 20 juillet et c'est une réunion statutaire tenue annuellement pour examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre des décisions de la SADC et des programmes de l'Organe sur la politique et la coopération en matière de défense et de sécurité. □

L'équipe de vérification de l'UA visite la SADC

UNE ÉQUIPE d'experts des opérations de soutien de la paix de la Commission de l'Union africaine dirigée par le Professeur Ibrahim Gambari a visité le Secrétariat de la SADC du 31 juillet au 2 août pour tenir des réunions consultatives avec l'Élément de planification de la Force en attente de la SADC (PLANELM).

Le but de la visite était de vérifier l'état de préparation opérationnelle de la Force en attente de la SADC

Le Secrétaire exécutif par intérim Fafa Avafia, au nom de la Secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a réitéré l'engagement continu de la SADC envers des initiatives continentales telles que celle sur «Faire taire les armes à l'horizon de 2020», qui est l'un des projets phares de l'Agenda de l'UA 2063.

Avafia a également noté que, dans la poursuite de l'engagement de la SADC et dans le cadre général de la sécurité de l'architecture africaine de la paix et de la sécurité et de la Force africaine en attente, la Force en attente de la SADC demeure engagée à assurer la mise en œuvre effective de son mandat principal.

L'équipe de l'UA a reçu un rapport du PLANELM, qui a mis en évidence les origines, les feuilles de route et les activités en cours de la Force en attente de la SADC.

La SADC a assuré à l'équipe que la force en attente reste prête à exécuter son mandat à tout moment qu'elle est appelée à le faire.

L'équipe a également été informée que la Force en attente

de la SADC est à sa quatrième feuille de route, à savoir la phase de capacité opérationnelle post-pleine, avec un certain nombre de jalons majeurs déjà réalisés.

Il s'agit notamment de l'approbation des lignes directrices et des procédures opérationnelles pour la composante civile de la Force en attente de la SADC; le début de l'opérationnalisation des capacités de communication, de commandement, de contrôle et d'information, ainsi que le Centre d'opérations conjointes et le Centre de coordination des mouvements régionaux; et la construction du dépôt de logistique régionale de la SADC actuellement en cours.

En outre, le rôle crucial du Centre régional de formation au maintien de la paix de la SADC et

sa synergie avec la force en attente ont été soulignés, en particulier en ce qui concerne sa contribution au renforcement des capacités de ce dernier par la formation. Ceci a renforcé la capacité de la SADC à participer activement aux opérations de soutien de la paix régionales, de l'UA et des Nations Unies.

Le professeur Gambari a déclaré que son équipe mène des missions de vérification similaires à toutes les communautés économiques régionales. Avant de venir à la SADC, l'équipe avait visité la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et visitera la Force en attente de l'Afrique de l'Est et les deux forces en attente en Afrique de l'Ouest et du Nord. □



La secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax (centre), en visite au site de dépôt de la logistique régionale de la Force en attente de la SADC au Botswana en janvier 2017. Le dépôt abritera des équipements généraux pour la police, les militaires et les composantes civiles de la Force en attente de la SADC. Le dépôt devrait améliorer la capacité de la région à gérer et déployer des opérations de soutien de la paix conformément à la liste de la Force africaine de réserve.

La SADC revisite l'idée de transfert d'eau du Congo

LA SADC a relancé les efforts pour tirer l'eau du fleuve Congo et l'orienter vers le sud vers des pays en pénurie d'eau tels que la Namibie, le Botswana et l'Afrique du Sud.

Au cours de leur réunion tenue à Ezulwini, au Swaziland en juillet, les ministres de la SADC responsables des questions d'eau ont réitéré l'importance d'explorer les moyens de procéder au transfert d'eau du fleuve Congo vers des zones en pénurie d'eau de l'Afrique australe.

Une étude de préfaisabilité effectuée par le Secrétariat de la SADC en 2002 indiquait qu'il y avait un certain nombre d'options pour transférer l'eau, mais ces options nécessitaient davantage d'études.

Les ministres ont demandé au Secrétariat de mobiliser des ressources pour mener une étude de faisabilité sur la manière d'accélérer le système de transfert d'eau du bassin du Congo.

Les ressources en eau dans la région de la SADC sont inégalement réparties, tant

temporelles que spatiales. L'eau est largement disponible dans les régions nord-ouest de la région, principalement en République démocratique du Congo en raison de pluies abondantes.

Le projet de transfert d'eau du bassin du Congo aux pays en pénurie d'eau dans la région de la SADC existait depuis le début du siècle.

C'était l'un des projets présentés lors de la Conférence consultative 2006 de la SADC tenue à Windhoek en Namibie.

L'objectif principal du projet est de déterminer la faisabilité de transférer de l'eau de la rivière Congo ou de ses affluents vers des pays de la SADC déficitaires en eau et de concevoir provisoirement l'option la plus optimale.

Selon les documents publiés lors de la conférence consultative, bien qu'une étude documentaire entreprise en 2002 ait révélé qu'il était possible de déplacer l'eau du bassin du Congo, il était nécessaire d'approfondir les recherches sur les options identifiées.

L'une des options était la

possibilité d'adopter une approche par étapes pour augmenter l'approvisionnement d'eau dans la rivière Okavango pour répondre aux demandes d'eau pour l'Angola, le Botswana et la Namibie.

La première phase impliquerait la construction du Système Lungue-Bungo, qui transférerait l'eau de la rivière Zambèze vers la rivière Okavango, tandis que la deuxième phase impliquerait le «remplacement» de l'eau dans la rivière Zambèze par celle du fleuve Congo.

Cependant, une telle approche par étapes aurait des implications financières en raison de la perte de l'énergie hydroélectrique générée à Kariba (Zambie et Zimbabwe) et Cahora Bassa (Mozambique) pendant la période où l'eau est transférée du Zambèze à l'Okavango.

Une autre option était d'étudier la possibilité de transférer de l'eau du bassin du fleuve Congo à un affluent supérieur de la rivière Zambèze via le système de pompes Kassai en RDC.

Il a toutefois été noté qu'il fallait poursuivre les études pour étudier les lacunes dans les données identifiées par l'étude antérieure.

Il s'agissait notamment du besoin de cartes topographiques

détaillées des bassins du Haut-Zambèze et du Haut Congo dans l'Angola, la République démocratique du Congo et la Zambie; Ainsi que des estimations des besoins futurs en eau dans les pays qui pourraient être affectés par les transferts tels que l'Angola, la RDC et le Zimbabwe.

S'il est mis en œuvre, ce sera le deuxième projet de transfert dans la région de la SADC après le projet d'eau de Lesotho Highlands (LHWP).

Le LHWP est un projet d'approvisionnement en eau en cours avec une composante hydroélectrique élaborée par les gouvernements du Lesotho et d'Afrique du Sud.

Il comprend un système de nombreux grands barrages et tunnels dans tout le Lesotho et fournit de l'eau au système de la rivière Vaal en Afrique du Sud.

C'est le plus grand système de transfert d'eau en Afrique.

Le but du projet est de fournir au Lesotho une source de revenus en échange de l'approvisionnement en eau à la province de Gauteng où se déroule la majeure partie de l'activité industrielle et minière en Afrique du Sud, ainsi que la production d'énergie hydroélectrique pour le Lesotho. □

8^{ème} dialogue de la SADC sur l'eau prévu pour octobre

LA SADC a commencé les préparatifs du 8^{ème} dialogue multi-parties prenantes sur l'eau qui traitera des problèmes touchant le secteur de l'eau dans la région ainsi que partager des expériences sur les différents aspects de la gestion des ressources en eau intégrées.

Le dialogue, prévu pour octobre 2017, devrait se concentrer sur le lien eau-énergie-nourriture.

Comme les trois secteurs sont inextricablement liés, un développement non coordonné dans un domaine a la capacité

d'avoir un impact négatif sur les autres.

La production alimentaire, par exemple, nécessite de l'eau et de l'énergie; tandis que l'extraction et la distribution de l'eau nécessitent de l'énergie; et la production d'énergie nécessite de l'eau.

Le dialogue biennal sur l'eau regroupe les décideurs, les responsables politiques, la société civile, le secteur privé, les partenaires internationaux de coopération et les institutions de recherche dans la région de la SADC. □

LE PROJET de transfert d'eau inter bassin de la SADC est une réalisation que la disponibilité d'un approvisionnement en eau adéquat est une composante essentielle de l'industrialisation de la région.

La disponibilité d'une quantité suffisante d'eau et de ressources énergétiques a été identifiée comme l'un des facteurs essentiels pour piloter le programme d'industrialisation de la SADC.

Sans l'eau et l'énergie adéquates, la poussée de la région vers le développement industriel ne réussirait pas. □

Les ministres du genre de la SADC font avancer l'agenda de genre

par Nyarai Kampilipili

L'AFRIQUE AUSTRALE a considérablement progressé dans la promotion de l'égalité entre les sexes et l'équité dans la région. Cependant, il est nécessaire de maintenir l'élan et même de faire avancer l'agenda régional sur le genre afin de s'assurer que la SADC réalise pleinement l'égalité et l'autonomisation des femmes et des hommes.

Une façon de faire en sorte que l'égalité pour les femmes et les hommes soit favorisée c'est d'encourager les pays de la SADC à mettre en œuvre tous les objectifs convenus tels qu'ils figurent dans le Protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement, ainsi que la capacité de l'Unité de Genre de la SADC à s'acquitter efficacement de son mandat de promouvoir l'autonomisation des sexes.

Prenant la parole devant les Ministres de Genre et des Affaires féminines de la SADC réunis à Ezulwini, le Premier ministre du Royaume du Swaziland, le Dr Barnabas Dlamini a déclaré qu'il était temps pour que la région avance ses politiques d'intégration régionale des intentions déclarées à une application réelle.

La SADC a fait des progrès dans l'avancement de l'agenda sexospécifique", a-t-il déclaré, ajoutant que la réalisation est en grande partie due au développement du Protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement, qui «prévoit l'autonomisation des femmes et l'élimination de la discrimination.

Nous encourageons tous les États membres, qui n'ont pas encore signé le protocole, de le faire afin de garantir la mise en œuvre intégrale du protocole.

Jusqu'à présent, neuf pays au total ont signé l'accord pour modifier le protocole. Il s'agit de l'Angola, du Botswana, de la République démocratique du Congo, du Lesotho, de Madagas-



car, du Mozambique, du Swaziland, de la République-Unie de Tanzanie et du Zimbabwe.

Le protocole révisé a été approuvé par le 36ème Sommet de la SADC tenu au Swaziland en août 2016 et vise à aligner le protocole sur les dispositions d'autres instruments tels que ceux relatifs aux objectifs de développement durable, à l'Agenda 2063 et à la stratégie et à la feuille de route de l'industrialisation de la SADC.

Le secrétaire exécutif adjoint de la SADC en charge de l'intégration régionale, le Dr Thembinkosi Mhlongo, a déclaré que l'égalité entre les femmes et les hommes continue d'être une priorité pour l'agenda de développement de l'Afrique australe.

La SADC est déterminée et engagée dans la mise en œuvre complète des cadres pour assurer l'autonomisation économique des femmes", a-t-il déclaré.

En ce qui concerne les opérations de l'Unité de Genre de la SADC au Secrétariat, les ministres ont déclaré qu'il était essentiel que l'unité soit renforcée.

Les recommandations suivent le récent exercice de restructuration du Secrétariat de la SADC, qui vise à fusionner l'unité avec d'autres directions.

Conformément à la configuration actuelle convenue par le

Conseil des ministres de la SADC d'août 2008, l'Unité de Genre est une unité autonome qui relève directement du Secrétaire exécutif de la SADC.

Cet arrangement est conforme aux tendances mondiales et est considérée comme essentiel pour aborder et promouvoir l'agenda régional de promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation.

Cependant, le Sommet extraordinaire de 2015 de la SADC tenu à Harare, au Zimbabwe, a recommandé de revoir la structure institutionnelle du Secrétariat de la SADC pour appuyer la mise en œuvre de la Stratégie et de la Feuille de route pour l'industrialisation de la SADC et du Plan de développement stratégique régional révisé (RISDP) dans structure organisationnelle détaillée et consolidée.

En avril 2016, un consultant, Ernst & Young a été engagé pour entreprendre l'analyse de la structure organisationnelle et de l'infrastructure du Secrétariat de la SADC qui a été approuvée par le Conseil des ministres de la SADC en mars 2017 à Ezulwini, au Swaziland.

La nouvelle structure propose que l'Unité de Genre soit fusionnée avec la Direction du développement social et humain et des programmes spéciaux pour former la Direction du

genre, du développement social, du développement humain et des programmes spéciaux.

Les ministres de Genre et des affaires féminines de la SADC ont donc adopté un rapport pour faire appel au Conseil des ministres pour réexaminer et annuler la décision de fusionner l'Unité de Genre avec la Direction du développement social, humain et des programmes spéciaux, car cela pourrait affecter l'unité dans l'exercice efficace de ses devoirs.

À cette fin, la réunion a nommé un comité de six membres composé de l'Angola, du Botswana, de la République démocratique du Congo, de l'Afrique du Sud, du Swaziland et du Zimbabwe pour soulever la question au Conseil des ministres de la SADC.

Les ministres ont convenu de rédiger une soumission aux leaders de la SADC exprimant leur inquiétude concernant la restructuration du Secrétariat de la SADC.

Le programme d'intégration de l'Afrique australe repose sur l'efficacité du Secrétariat de la SADC pour coordonner et mettre en œuvre des programmes régionaux visant à promouvoir le développement socioéconomique.

Avoir l'Unité de genre de la SADC en tant que structure autonome est conforme aux autres normes établies par les communautés économiques internationales, continentales et régionales ainsi que les dispositions du Traité de la SADC qui placent le genre au centre de l'intégration régionale.

Les délibérations des ministres de la SADC pour le genre et les affaires féminines lors de leur réunion annuelle du 24 au 26 juin seront transmises au Conseil des ministres de la SADC pour approbation finale lors de leur réunion avant le 37ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC prévu à Pretoria, en Afrique du Sud en août. sardc.net. □



Le jumelage promeut la coopération entre les villes africaines et chinoises

par Kizito Sikuka

L'UN DES succès de la transformation socio-économique chinoise contemporaine est son système administratif local qui donne aux gouvernements locaux une certaine autonomie pour prendre en charge leur programme de développement.

Chaque gouvernement local en Chine devrait jouer un rôle central et actif dans le développement de sa propre économie.

Par exemple, les villes et les cités ont plus d'autorité pour contrôler certains services publics tels que l'attribution des terres et des crédits puisque les gouvernements locaux sont les plus proches du peuple.

Ce système a créé une concurrence "positive" entre les villes chinoises pour se surpasser économiquement - en fin de compte - transformant les gouvernements locaux en simples agents qui réalisent les objectifs du gouvernement central en tant qu'acteurs économiques majeurs à part entière.

En fait, cette approche a permis que le développement soit progressif, car il commence au niveau local et se développe dans d'autres régions du pays. Une fois que les villes atteignent certains niveaux de développement, elles devraient aider les villes moins développées à réaliser également une croissance économique.

La situation est légèrement différente dans la plupart des pays africains où les gouvernements locaux en raison de divers défis semblent jouer un rôle secondaire dans le développement de leurs économies.

Conscient du rôle important des systèmes administratifs

locaux dans la promotion du développement durable, la Chine et l'Afrique ont identifié le gouvernement local comme un domaine de développement prioritaire dans leur partenariat stratégique.

Selon le Plan d'action du Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC) (2016-2018) de Johannesburg adopté par le sommet tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud en décembre 2015, la Chine et l'Afrique ont convenu de travailler ensemble pour renforcer la capacité des gouvernements locaux à contribuer à la croissance socio-économique.

«Les deux parties (Chine et Afrique) favoriseront les échanges et la coopération entre les gouvernements locaux et appuieront l'établissement de plus de relations entre les provinces sœurs et les villes, ainsi que l'institutionnalisation du Forum Chine-Afrique sur la coopération entre les gouvernements locaux», lit-on sur une partie du Plan d'action FOCAC Johannesburg.

Des progrès considérables ont été réalisés pour promouvoir la coopération entre les gouvernements locaux chinois et africains, en particulier dans le jumelage des provinces et des villes.

L'Afrique a beaucoup à bénéficier de ces accords de jumelage, car les villes chinoises ont clairement démontré qu'elles peuvent contribuer activement au développement durable.

Le jumelage de villes offre un certain nombre d'opportunités, y compris le commerce et le tourisme, ainsi que l'échange d'informations et d'expertise en matière d'urbanisme, d'architecture, d'améliorations

municipales, de transport, de communication et de gouvernance et de culture urbaines.

La collaboration entre les villes a également la capacité de créer des stratégies orientées vers la promotion du développement durable et la lutte contre la pauvreté urbaine.

En outre, l'établissement d'accords de jumelage entre certains des principaux parcs industriels en Chine et les villes africaines ayant des aspirations industrielles contribuerait à accélérer le programme d'industrialisation du continent.

L'industrialisation figure en tête du programme de la plupart des pays africains, y compris ceux de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) qui souhaitent transformer leurs économies basées principalement sur le commerce des produits primaires au commerce des produits manufacturés.

À cet égard, le jumelage avec les villes chinoises qui ont industrialisé leurs économies attirerait les investissements nécessaires pour transformer les villes africaines en centres de fabrication.

Au Zimbabwe, la ville de Harare a conclu un accord de jumelage avec la ville de Guangzhou, considérée comme le centre régional et le centre de communication de la Chine, qui a un accord similaire avec la ville de Durban en Afrique du Sud.

En outre, la province de Harare a un accord de jumelage avec la province du Zhejiang, également dans le sud de la Chine.

La ville de Gaborone au Botswana est également jumelée

avec la province du Zhejiang, tandis qu'un certain nombre d'autres villes d'Afrique ont également été jumelées avec diverses villes chinoises.

Il est essentiel pour les gouvernements locaux en Afrique de profiter des avantages de ces opportunités de jumelage pour améliorer la prestation des services, car les gouvernements locaux sont des piliers importants de la gouvernance dans la fourniture de services de base tels que les routes, l'eau, l'assainissement et le logement.

La Chine a prouvé que les gouvernements locaux ont un rôle à jouer dans la promotion du développement durable, d'où l'Afrique devrait apprendre de l'expérience chinoise.

Le plus important encore, la Chine a manifesté son engagement à aider l'Afrique à développer son économie.

Pour consolider davantage les relations et promouvoir la coopération entre les gouvernements locaux chinois et africains, les deux parties ont créé le Forum Chine-Afrique sur la coopération entre les gouvernements locaux.

Le Forum a été créé en août 2012 dans le cadre de FOCAC. Depuis sa création, le forum s'est réuni deux fois, la dernière réunion tenue à Beijing en Chine en 2015.

Lors de la dernière réunion, le forum a convenu de continuer à travailler ensemble dans le partage des expériences de développement, ainsi que de renforcer la coopération dans le développement des infrastructures, le commerce, l'investissement et l'agriculture et les échanges interpersonnels. sardc.net □

Août – Octobre 2017

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI Vol. 19 No 5 Août 2017




SADC AUJOURD'HUI
est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Danai Majaha, Anesu Ngadya, Tariro Sasa, Nyarai Kampilipili, Tanaka Chitsa, Monica Mutero, Raymond Ndhlovu

CONSEILLER À LA RÉDACTION
TRADUCTEUR
Chris Kambayi

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2017

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
P1 dailymail.co, sadc.int, pinimg.com, DIRCO; P2 abc.net, wikimedia.com; P4 sadc.int, cozen.org; P5 beyondborders.com; P6 imgix.com; P8 sadc.int; P9 sadc.int unomaha.com, jubilantstewards.com, 2.bp.com; P11 thisisafrika.com, sadc.int; P12 cntraveller.com; P13 nature.com, usaid.org, letsgo.co.zw, sadc.int; P14 lightingchina.com, i0.wp.com, crf.org; P16 sadc.int, thepatriot.com

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sadc.net

 [sadc.net](https://www.facebook.com/sadc.net)  [@sadc.net](https://twitter.com/@sadc.net)



This document was produced in the context of a project funded by the Austrian Development Agency/the Austrian Development Cooperation. The responsibility of the content of this publication lies entirely with the author; the information and views expressed do not reflect the official opinion of the Austrian Development Agency/the Austrian Development Cooperation.





Août
31 Juillet-4 Août,
Afrique du Sud

Semaine d'Industrialisation de la 2017

L'événement d'une semaine vise à vulgariser la Stratégie d'industrialisation et la feuille de route de la SADC approuvée en 2015. Maintenant, dans sa deuxième année, l'événement annuel comprend une conférence de haut niveau pour discuter des moyens d'accélérer le programme d'industrialisation ainsi qu'une exposition par les gouvernements, les entreprises, les institutions de recherche et d'autres parties prenantes.

9-20,
Afrique du Sud

37^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC

Les leaders de la SADC se réuniront pour leur Sommet annuel pour discuter de questions visant à promouvoir l'intégration régionale et le développement. Le Sommet, prévu les 19 et 20 août, est précédé de réunions de hauts fonctionnaires et du Conseil des ministres. Le président Jacob Zuma d'Afrique du Sud assumera la présidence en exercice de la SADC après le roi Mswati III du Swaziland. Le thème du Sommet est 'Créer en partenariat avec le secteur privé dans le développement de l'industrie et les chaînes de valeur régionales'.

23, Angola

Elections Générales en Angola

Les électeurs angolais se rendront aux urnes le 23 août pour choisir leur leadership pour les cinq prochaines années. Le président sortant, José Eduardo dos Santos, a annoncé qu'il ne briguera pas un autre mandat.

27 Août - 1 Sept
Suède

Semaine mondiale de l'eau 2017

La Semaine mondiale de l'eau a été le point focal annuel pour les problèmes mondiaux de l'eau depuis 1991. Commémorée chaque année, à Stockholm, en Suède, la Semaine mondiale de l'eau aborde un thème particulier pour permettre un examen plus approfondi d'un sujet spécifique à l'eau. Le thème de cette année est "L'eau et les déchets - Réduire et réutiliser".

23-25,
Botswana

Forum sur les perspectives climatiques régionales de l'Afrique australe

Les experts du climat des États membres de la SADC se rencontrent pour examiner les perspectives climatiques régionales, en utilisant des indicateurs de précipitations saisonnières pour produire une prévision régionale pour la saison des pluies 2017/18.

Septembre
4-8,
Afrique du Sud

Réunion du comité de gestion SAPP

La réunion se tient chaque année pour rassembler les leaders des services publics et des représentants gouvernementaux dans les 12 États membres du Southern African Power Pool (SAPP) afin de discuter des principaux problèmes de gestion liés au réseau électrique régional et à l'alimentation électrique régionale.

12-25, New York

72^{ème} Session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Le débat général de la 72^{ème} Session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU 72) a lieu au siège de l'ONU à New York. Le premier jour, le Secrétaire général fera rapport sur le travail de l'organisation.

TBA

Réunion du groupe thématique sur l'énergie de la SADC

Le Groupe thématique de l'énergie est une réunion de coordination des partenaires à la coopération, des experts, de la SADC et des organisations subsidiaires pour examiner la situation énergétique dans la région.

Octobre
2, Malawi

Réunion exécutive de SAPP

Le Comité exécutif de SAPP discutera de la situation énergétique dans la région et améliorera la coordination de l'énergie dans la région. Le Comité exécutif est composé de dirigeants d'entreprises qui génèrent, vend en gros et en détail aux utilisateurs finaux de l'énergie. Le Comité exécutif agit en tant que conseil d'administration de SAPP.

TBA

8^{ème} Dialogue de la SADC sur l'eau

Les experts se réuniront dans un lieu qui reste à décider pour discuter des problèmes pertinents touchant le secteur de l'eau. Les discussions se concentreront cette année sur le lien eau-nourriture-énergie.

25 ans

1992-2017



LE PRÉSIDENT José Eduardo Dos Santos D'Angola va se retirer en tant que leader du pays après les élections du 23 août 2017, il va demeurer le chef du parti, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA). Il a été président depuis 1979 suite à la mort du président fondateur, le Dr Agostinho Neto. Dos Santos est né en 1942 et a été impliqué depuis son jeune âge dans la lutte pour mettre fin à la domination coloniale portugaise suite à la formation du MPLA en 1956.

Il a quitté le pays en 1961 lorsque la lutte armée a commencé, pour coordonner les activités de la jeunesse du MPLA à l'étranger, plus tard il a servi comme membre du Comité central et du Bureau politique, chargé des affaires étrangères, poste qu'il a conservé

après l'indépendance en 1975, menant son pays à devenir membre de l'OUA et des Nations Unies suite à l'invasion sud-africaine de l'Angola, repoussée avec le soutien des alliés cubains.

Une autre tentative du régime d'apartheid en Afrique du Sud d'occuper le pays en 1987 a été vaincue grâce au soutien cubain, avec des négociations en 1988 menant à l'indépendance de la Namibie et finalement des élections démocratiques en Afrique du Sud en 1994. Dos Santos a personnellement dirigé l'intense activité diplomatique qui a mené aux élections multipartites en 1992 et à la reconnaissance du gouvernement angolais par les États-Unis en 1993. Il a favorisé la création d'organes souverains élus et a organisé la défense des institutions démocratiques, obligeant les opposants armés à accepter une solution négociée au conflit continu, tel qu'indiqué dans les Accords de Lusaka de novembre 1994.

L'indépendance de l'Angola a été contestée par une guerre civile qui a duré jusqu'à ce que Jonas Savimbi ait été tué en 2002, et Dos Santos a initié un processus de réconciliation pour amener l'Union nationale pour la Libération totale de l'Angola (Unita) battue dans la politique dominante du pays. Son administration a développé l'économie à travers le secteur pétrolier et d'autres ressources naturelles, et plus tard l'agriculture. Il est un Père Fondateur de la SADC. □



Signature du Traité et de la Déclaration de la SADC

2017 MARQUE 25 ans depuis la signature de la Déclaration et du Traité de la SADC - les deux documents qui ont marqué la transformation de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) d'alors vers une communauté tel que l'organisation est connue aujourd'hui.

Le 17 août 1992, les Chefs d'État et de Gouvernement de 10 pays d'Afrique australe ont apposé leurs signatures sur la Déclaration et sur le Traité de la Communauté de développement de l'Afrique australe, créant officiellement la SADC.

Parallèlement à l'établissement de la SADC, la Déclaration et le Traité définissent les objectifs, les institutions et les systèmes d'opérations de l'organisation.

En s'appuyant sur l'expérience de la SADCC formée par les Pères Fondateurs en 1980, le Traité reconnaît la nécessité d'une intégration régionale plus forte dans toute l'Afrique australe afin de promouvoir le développement de la région.

La Déclaration et le Traité précisent les domaines de coopération pour les États membres de l'organisation et décrivent les modalités de la coopération régionale dans des domaines tels que: la sécurité alimentaire, la terre et l'agriculture; les Infrastructures et services; l'Industrie, le commerce, l'investissement et les finances; le développement des ressources humaines, la science et la technologie; les ressources naturelles et l'environnement; le bien-être social, l'information et la culture; et la politique, la diplomatie, les relations internationales, la paix et la sécurité.

Le traité et la Déclaration ont été signés par les dirigeants des 10 pays qui étaient membres de l'organisation régionale à l'époque: Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Les cinq autres États membres - République démocratique du Congo, Madagascar, Maurice, Seychelles et Afrique du Sud - ont signé les documents plus tard lors de leur adhésion à l'organisation.

La signature du Traité et de la Déclaration a abouti à des changements dans la manière dont l'organisation régionale fonctionne.

Avant 1992, les arrangements organisationnels et institutionnels étaient décentralisés, les États membres ayant chacun la responsabilité de coordonner un secteur. La signature du Traité a vu la coordination des programmes et des activités centralisée à un Secrétariat établi à Gaborone, au Botswana.

Le Secrétariat est la principale institution exécutive de la SADC, responsable de la planification stratégique, de la facilitation, de la coordination et de la gestion de tous les programmes régionaux. Il est dirigé par un secrétaire exécutif qui est soutenu par deux adjoints, l'un pour l'intégration régionale et un autre pour les finances et l'administration. □

JOURS FÉRIÉS AU SEIN DE LA SADC

Août- Octobre 2017

| | | |
|--------------|---|---------------------------------|
| 1 Août | Fête des Parents | RDC |
| 7 Août | Journée des Fermiers | Zambie |
| 8 Août | Journée Nane Nane Peasant | Tanzanie |
| 9 Août | Journée Nationale de la Femme | Afrique du Sud |
| 14 Août | Journée des Héros | Zimbabwe |
| 15 Août | Journée des Forces de la Défense | Zimbabwe |
| 15 Août | Jour de l'Ascension | Madagascar, Maurice, Seychelles |
| 17 Août | Journée de la SADC ** | Tous les pays |
| 26 Août | Ganesh Chaturthi | Maurice |
| 26 Août | Journée des Héros | Namibie |
| 4 Septembre | Umhlanga la Danse des Roseaux | Swaziland |
| 6 Septembre | Somhlolo Journée de l'Indépendance | Swaziland |
| 7 Septembre | Journée de l'Accord de Paix de Lusaka | Mozambique |
| 17 Septembre | Journée Nationale des Héros | Angola |
| 24 Septembre | Journée de l'Héritage | Afrique du Sud |
| 25 Septembre | Journée des Forces Armées | Mozambique |
| 30 Septembre | Journée du Botswana | Botswana |
| 4 Octobre | Journée de Paix et Réconciliation Nationale | Mozambique |
| 4 Octobre | Journée de l'Indépendance | Lesotho |
| 9 Octobre | Fête des Mères | Malawi |
| 14 Octobre | Journée de Mwalimu Julius Nyerere | Tanzanie |
| 24 Octobre | Journée de l'Indépendance | Zambie |

** la Journée de la SADC n'est pas un jour férié mais une commémoration de la signature du Traité de la SADC le 17 Août 1992